

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

LES INSERTIONS

LES INSERTIONS
sont reçues au
Bureau du Journal
du Lot

se paient d'avance

Annonces... 25 c. la ligne
Réclames... 50 c.

M. Havaſ, rue J.-J. Rouſſeau, 8,
MM. Laffite et C^e, place de la
Bourſe 8, ſont ſeuls chargés
à Paris de recevoir les annon-
ces pour le Journal du Lot.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Hiver.

Tableau 2.		Omnibus mixte	Poste mixte	Omnibus mixte		Omnibus mixte (151)	Poste mixte	Omnibus mixte (405)		Poste mixte	Omnibus mixte	Omnibus mixte	Omnibus jours de foire	Omnibus mixte	Poste mixte	Omnibus jours
Cahors. — Départ..	5 h 10 ^m	12 h 25 ^m	5 h 40 ^s	Monsempron-Libos. — Départ.	8 h 41 ^m	5 h 49 ^m	7 h 40 ^m	PARIS..... — Départ.	7 h 45 ^m	9 h 40 ^m	Monsempron-Libos. — Départ.	7 h 30 ^m	7 h 30 ^m	9 h 30 ^m	5 h 25 ^m	7 h 50 ^m
Mercuès.....	5 26	12 47	5 55	AGEN..... — Arrivée.	9 59 ^m	6 44 ^m	9 57 ^m	BORDEAUX..... —	—	10 30 ^m	Fumel..... —	7 37 ^m	9 37 ^m	5 37 ^m	7 5 ^m	—
Parnac.....	5 39	1 7	6 7	—	—	—	—	PÉRIGUEUX..... —	6 50 ^m	1 45 ^m	Soturac Touzac.....	7 50	9 49	5 53	8 10	—
Luzech.....	5 47	1 20	6 16	Monsempron-Libos. — Départ.	7 h 48 ^m	3 h 3 ^m	7 h 34 ^m	Monsempron-Libos. — Arrivée.	8 36 ^m	5 46	Duravel.....	8 2	9 57	6 7	8 49	—
Castelfranc.....	6 3	1 43	6 37	PÉRIGUEUX. — Arrivée.	10 56 ^m	5 46 ^m	11 6 ^m	—	—	—	Puy-l'Evêque.....	8 11	10 6	6 20	8 28	—
Puy-l'Evêque.....	6 17	2 »	6 49	BORDEAUX..... —	3 28 ^m	40 18	—	—	—	—	Cas'el franc.....	8 30	10 20	6 43	8 46	—
Duravel.....	6 27	2 44	6 58	RODEZ..... —	9 34 ^m	—	—	—	—	—	Luzech.....	8 44	10 32	7 2	9 »	—
Soturac Touzac.....	6 37	2 27	7 7	AURILLAC..... —	9 42 ^m	—	—	—	AGEN..... — Départ.	5 h 50 ^m	Parnac.....	8 55	10 41	7 18	9 11	—
Fumel.....	7 1	2 44	7 19	VIERZON..... —	7 45 ^m	42 42 ^m	7 53 ^m	Monsempron-Libos. — Arrivée.	7 15 ^m	3	Mercuès.....	9 7	10 52	7 35	9 23	—
Monsempron-Libos. — Arrivée.	7 3	2 51	7 26	PARIS..... — Arrivée.	12 39 ^m	4 39 ^m	3 4 ^m	—	—	7 31 ^m	Cahors..... — Arrivée.	9 25	11 8	7 54	9 44	—

On se rappelle que dans une audience à huis-clos du procès d'Arnim, il avait été donné

tection de plusieurs pièces relatives à la question religieuse. Parmi ces pièces, il se trouvait une circulaire du prince de Bismarck, en date du 14 mai 1872 et relative à l'élection du futur Pape. Le chancelier allemand se proposait par cette démarche, d'amener entre les grandes puissances catholiques une entente sur l'attitude à prendre vis-à-vis du conclave ainsi que sur les conditions dont elles feraient dépendre la reconnaissance d'une élection. M. de Bismarck motivait l'utilité de cette entente par cet argument, souvent répété dans ses discours et dans ses journaux, que les évêques n'ayant plus l'indépendance d'autrefois vis-à-vis de Rome et le Pape ayant proclamé son infailibilité, les gouvernements ne sauraient reconnaître un nouveau Pape, sans qu'il leur soit donné certaines garanties aussi bien quant à la forme de l'élection que quant à la personne du candidat.

C'est contre le contenu de cette circulaire que tous les évêques allemands viennent de formuler une protestation collective.

M. de Bismarck avait prétendu que le Pape pouvait s'arroger dans chaque diocèse les droits épiscopaux et substituer son pouvoir papal au pouvoir épiscopal; que la juridiction papale était substituée à la juridiction épiscopale; que le pape était dépositaire du pouvoir épiscopal plein et entier; que le pape avait remplacé en principe individuellement tout évêque; que les évêques étaient devenus, vis-à-vis de leurs gouvernements, des fonctionnaires d'un souverain étranger qui, par suite de son infailibilité, était un souverain absolu, plus absolu que n'importe quel souverain du monde.

Or, les évêques allemands déclarent que toutes ces thèses sont en contradiction ouverte avec le texte et le sens des décisions du conseil du Vatican. Sans doute, le pouvoir papal s'étend sur l'Eglise tout entière, par conséquent sur chaque diocèse et sur tous les fidèles; mais ce n'est pas là une nouvelle doctrine, mais un principe connu du droit canonique, une doctrine expliquée et confirmée par le concile du Vatican. Le pape, chef de tous les fidèles et évêques, doit veiller à ce que chaque évêque remplisse tous ses devoirs, et si un évêque en est empêché par n'importe quelle circonstance, le Pape doit ordonner tout ce qui est nécessaire pour l'administration du diocèse. Tous les Etats européens ont jusqu'à présent reconnu ces droits comme faisant partie du système de l'Eglise catholique.

Il n'est pas plus vrai que le Pape, comme le prétend M. de Bismarck, soit devenu un souverain absolu, plus absolu que n'importe quel souverain du monde. D'abord les catholiques ne contestent nullement l'entière souveraineté de leur prince sur le terrain laïque. Ensuite, même en matière ecclésiastique, le Pape n'est pas monarque absolu, puisqu'il est soumis au droit divin et qu'il ne peut pas modifier la constitution de l'Eglise qui est basée, dans ses points capitaux, sur les ordres émanant de Dieu et demeure hors de l'atteinte de l'arbitraire humain.

Il est encore inexact de dire que la juridiction papale soit substituée à celle des évêques. Les évêques ne sont pas de simples instruments du Pape et ne sont pas fonctionnaires pontificaux sans responsabilité personnelle. Depuis le concile, tous les diocèses du monde ont été gouvernés et administrés par leurs évêques comme par le passé, et l'Eglise catholique n'a jamais préché la thèse immorale et despotique que l'ordre d'un supérieur dégage la responsabilité personnelle.

Les évêques déclarent enfin que c'est une erreur complète que de croire que le Pape soit devenu, à la suite de son infailibilité, un souverain complètement absolu; l'infailibilité du Pape, d'après les déclarations du concile du Vatican, n'a rapport qu'à l'enseignement *ex cathedra*, enseignement qui est le même que celui de l'Eglise et qui est tiré du texte des saintes Ecritures, de la tradition ainsi que des décisions déjà prises. Le pouvoir du Pape n'a donc pas été changé, sa position vis-à-vis de l'épiscopat est restée la même, et il ne saurait être question d'un changement vis-à-vis des gouvernements.

Les évêques allemands expriment leurs regrets de voir que la chancellerie de l'Empire forme son jugement sur des affaires catholiques d'après les affirmations de quelques ex-catholiques et de docteurs protestants, ils pensent avoir le droit d'être écoutés sur ces matières et ils repoussent les assertions d'adversaires qui n'ont pas qualité pour juger ces questions.

Sans entrer dans d'autres développements, les évêques protestent contre l'atteinte à la liberté et à l'indépendance de l'élection du futur chef de leur Eglise.

Chronique locale

et méridionale.

On nous écrit de Versailles :

Je suis heureux de vous annoncer que l'Assemblée nationale vient d'être saisie, d'un projet de loi établissant un chemin de fer de Champagnac (Cantal) à St-Denis-les-Martel (Lot), et traversant le département de la Corrèze. Cette ligne, à voie étroite, est principalement destinée au transport des charbons de Champagnac; mais elle fera aussi pour le public un service des marchandises et des voyageurs, grâce à une subvention, accordée enfin par le Gouvernement et s'élevant à 20 mille fr. par kilomètre. Plusieurs localités très importantes des cantons de Martel, Vayrac et Bretenoux seront traversées par le nouveau chemin. Il passera notamment à Vayrac, Bétaille et Puybrun, et de ce dernier point il se dirigera sur Beaulieu (Corrèze). On espère obtenir qu'il déservira également, Bretenoux, chef-lieu du canton de ce nom.

Par décision de Monseigneur l'Evêque, ont été nommés :

Curé des Roques, M. l'abbé BARRIÉTY, curé de St-Pierre-Liversou.

Curé de St-Pierre-Liversou, M. l'abbé GARRIGOU, vicaire d'Espédaillac.

Curé de Scelles, M. l'abbé MONBILLET, curé de Labathude.

Curé de Labathude, M. l'abbé MOLINIÉ, curé de Biars.

Curé de Biars, M. l'abbé CAUZINILLE, curé de Bonneville.

Une bonne nouvelle pour les amateurs du répertoire classique.

L'éminente tragédienne, Mlle Agar, dont le public cadurcien, à plusieurs reprises, a admiré le grand talent, donnera, le 25 du courant, une représentation sur notre scène.

Le programme de la soirée porte :

Polyeucte, tragédie de Corneille; *Crispin rival de son maître*, comédie de Lesage.

Inutile d'ajouter que tous les gens de goût, et ils sont nombreux à Cahors, se donneront rendez-vous au Théâtre ce soir-là, et tiendront à honneur de composer à Mlle Agar un auditoire digne d'elle.

VOLONTARIAT D'UN AN.

Le ministre de la guerre a décidé, à la date du 7 février courant, que les opérations relatives au volontariat d'un an, pendant l'année 1875, s'effectueraient, comme en 1874, aux dates indiquées ci-après, savoir :

Les demandes devront être adressées par les jeunes gens aux préfets, du 1^{er} juillet au 31 août.

Cette date est la même pour les jeunes gens qui se trouvent dans les conditions de l'article 54 de la loi du 27 juillet 1872, pour ceux qui, ayant été refusés par suite d'incapacité physique lorsqu'ils s'étaient antérieurement présentés pour contracter l'engagement conditionnel, ont été depuis reconnus propres au service par les conseils de révision et se trouvent ainsi dans le cas d'être assimilés aux engagements conditionnels par application de l'article 12 du décret du 1^{er} décembre 1872.

Les examens prescrits par l'article 54 auront lieu du 15 au 30 septembre.

La mise en route aura lieu le 5 novembre 1875.

En portant ces dates à la connaissance des familles, le ministre de la guerre a chargé MM. les préfets de leur rappeler que les jeunes gens doivent à l'avance se préparer, de la manière la plus sérieuse, à leurs examens, et de ne pas leur laisser ignorer que des instructions vont être adressées pour que les commissions d'examen se montrent à l'avenir plus sévères dans l'admission des candidats.

Par décision de M. le ministre de la marine et des colonies, les engagements volontaires, pour cinq années, dans l'armée de mer, sont ouverts, sur toute l'étendue du territoire français (Algérie non comprise) depuis le 1^{er} janvier 1875, pour les jeunes gens de la classe 1874.

Les hommes engagés comme mécaniciens de la flotte seront dirigés exclusivement sur les ports de Brest et de Toulon.

Le temps de service dans l'armée de mer,

pour les jeunes gens des classes, est fixé à 5 années d'activité et 2 années seulement de réserve, à l'expiration desquelles les hommes de l'armée de mer passent dans l'armée territoriale et cessent d'appartenir à la marine.

Les engagements restent ouverts pour les jeunes gens de 18 à 24 ans, dans l'artillerie et l'infanterie de marine seulement.

Le programme des conditions d'aptitude à remplir pour être admis à s'engager, des épreuves professionnelles à subir et des avantages d'avancement se trouve déposé à la Préfecture (1^{re} Division), où il sera communiqué, sans déplacement, aux personnes qui désireront le consulter.

Un décret du président de la République, en date du 15 février, détermine les circonscriptions territoriales des inspections instituées par la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie.

Le département du Lot fait partie de la 11^e circonscription qui comprend en outre les départements de la Corrèze de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Gers, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de Lot-et-Garonne et de Tarn-et-Garonne.

L'inspecteur divisionnaire chargé d'assurer l'exécution de la loi résidera à Bordeaux.

Le *Courrier de Tarn-et-Garonne* publie la note suivante que nous livrons aux méditations du conseil municipal de Cahors :

« L'adjudication des grands travaux de casernement est fixée au 15 mars.

« Il n'y aura, paraît-il, pour les casernes de Pomponne, du cours Foucault, de Gasseras, de Villebourbon, de l'ancienne Gendarmerie, qu'un seul entrepreneur.

« Voilà donc du travail assuré à la classe ouvrière, pour une durée de trois ans au moins.

« Quoi qu'on en dise, nous ne pouvons que féliciter notre municipalité d'avoir activé la solution de cette affaire. Montauban est, en effet, une des premières villes de France, pour ne pas dire la première qui va commencer les travaux de casernement.

« L'administration municipale, comprenant l'avantage qui résultait pour la ville de l'augmentation de la garnison, a surmonté tous les obstacles et fait toutes les démarches possibles pour arriver à un prompt résultat. »

FOIRE DE MONTECUQ DU 15 FÉVRIER.

On nous écrit de Montcuq :

Un soleil splendide a favorisé la tenue de notre foire du 15 février.

1,000 à 1,200 paires de bœufs garnissaient notre beau foirail où la vente a été très active et avec augmentation sur les cours précédents. Les amateurs de beaux attelages continuent à se donner rendez-vous à nos foires où ils trouvent toujours, quant à la qualité et à la quantité, des bœufs qu'ils ne rencontrent pas ailleurs; il faut dire que nos éleveurs ne négligent rien pour maintenir cette confiance et cette réputation. Il y avait plusieurs paires de bœufs gras qui ont été achetés par des marchands étrangers pour être expédiés en troupe sur Bordeaux et Paris. — Les veaux se vendaient 0 fr. 70 c. le kil. (poids vif).

Deux cent cinquante cochons gras se sont vendus à raison de 53 fr. les 50 kil. (poids vif). Les petits cochons se sont vendus à un prix très-élevé.

Une grande animation a régné toute la journée autour des marchands étalagistes.

Théâtre de Cahors.

Spectacle du dimanche 21 février 1875.

La Foi, l'Espérance et la Charité. Drame en 6 actes par M. Rosier.

La chambre à deux lits. Vaudeville en 1 acte, par Varin.

LYCÉE DE CAHORS

Compositions du 1^{er} au 15 février 1875.

Mathématiques préparatoires.

Narration française : 1 Moles, 2 Vieussens.

Rétorique.

Vers latins : 1 Mazeillé, 2 Cavailhé.

Seconde.

Narration française : 1 Girardeau, 2 Poujade.

Troisième.

id. 1 Albert, 2 Nouvelles.

Quatrième.

Vers latins : 1 Bertrand, 2 Rigaldies.

Cinquième.

Version latine : 1 Barbier, 2 Prady.

id.	Sixième.
Thème latin :	1 Rossignol, 2 Martefon.
Histoire :	Septième.
Géographie :	1 Barriéty, 2 Castagné.
Enseignement spécial. — Troisième année.	Huitième.
Comptabilité :	1 Mogiat, 2 Breil.
Anglais :	1 Mogiat, 2 Mercier.
id.	Deuxième année.
Calcul :	1 Corciade, 2 Pasquet.
Classe primaire. — Première division.	Première année.
Ecriture :	1 Soulié, 2 Juriewicz.
id.	Année préparatoire.
id.	1 Cosse, 2 Paulus.
id.	Deuxième division.
id.	1 Soulié, 2 Cros.
id.	Troisième division.
id.	1 Delpech, 2 Marron.
id.	Quatrième division.
id.	1 Gaston, 2 Denons.
	Le censeur des Études,
	T. DURAND.

La comète que nous signalions l'autre jour, paraît être celle que les astronomes appellent la comète de Encke dont le retour était annoncé et attendu.

Elle continue à s'élever lentement à l'horizon du Sud-Est.

Nous lisons dans la *Gazette du Languedoc* :

C'est aujourd'hui jeudi que comparaitra, devant le tribunal correctionnel de Muret, le sieur Brugal, maire du 4 septembre, à Carbone, et qui est resté maire jusqu'aux premiers mois de l'année dernière. Le sieur Brugal est accusé d'avoir, cuisiné les affaires et les finances communales à la façon républicaine : d'avoir danser l'aise du panier municipal. A côté de lui s'assoieront sur les bancs de la police correctionnelle son secrétaire de la mairie et le commissaire de police, également du 4 septembre. Les débats révéleront, dit-on, des faits très curieux.

Cette affaire, dont l'instruction a duré plus de six mois, préoccupe beaucoup l'opinion publique dans l'arrondissement de Muret. Avant même que l'instruction judiciaire commençât, on racontait partout la singulière gestion financière de ce maire. Tous les faits dont il sera question à l'audience étant connus du public.

Et cependant au cours de l'instruction, alors que sa comparution en police correctionnelle était imminente, le sieur Brugal a posé sa candidature au conseil d'arrondissement, et tous les républicains lui ont donné leurs voix. Le sieur Brugal a été élu !

AVIS. — Dans le but de réhabiliter les vins du Lot, dits de Cahors, souvent frelatés par le commerce, le Conservateur de la Société agricole et industrielle du Lot se propose de satisfaire à toutes les demandes qui pourront lui être adressées.

Les vins pris dans les caves du producteur seront envoyés en nature et directement après dégustation et soutirage, dans des fûts de contenance bordelaise (220 litres).

Ils seront remis en gare de Cahors, expédiés toujours contre remboursement et cotés eux prix les plus réduits.

S'adresser à M. LAUR, conservateur de la Société agricole et industrielle du Lot.

CALENDRIER DU LOT. — Février.

JOURS	FETES	FOIRES.
21 Diman.	Reminiscence.	
22 Lundi.	C. de s Pierre	Prayssac, Fons, St-Germain, St-Céré.
23 Mardi.	s Pierre-D.	
24 Merccr.	s Mathias.	
25 Jeudi.	s Césaire.	Catus.
26 Vend.	s Marguerite	St-Paul-Labouffie.
27 Samedi	s Honorine.	Cazals, Laramière, Puybrun.
<p>● N. L. le 6, à 8 h. 4 du matin. ○ P. Q. le 13, à 3 h. 29 du matin. ⊙ P. L. le 20, à 8 h. 10 du matin. ⊕ D. Q. le 28, à 10 h. 1 du matin.</p>		
Périgée, le 10. — Apogée, le 26.		

ETAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS

Du 13 au 20 février.

Naissances.

Pons, Jeanne-Marthe-Marie, rue Tapis-Vert ;
Lagrange, Léon-Antoine, rue Saint-Barthélemy ;
Iches, Paul-Antoine-Jean-Louis, Labarre ; Clair,
Maria, rue du Peigne.

Décès.

Fourquier, Louise, veuve Rigal, sans prof., 78
ans, Bégous ; Soulié, Louise, 5 ans, rue Vayrols ;
Gaubert, Jean-Stanislas-Napoléon-Adolphe-Eugène,
3 ans 1/2, boulevard Sud ; Ebrard, Michel, mi-
neur, 53 ans, rue Faydel ; Fombault, Anne, veuve
Combarieu, sans prof., 83 ans, boulevard Sud ; Is-
sanchou, Antoine, 2 ans, rue Flourus ; Dages, Au-
guste, 32 ans, cocher, Hospice ; Martory, Adeline,
11 mois, rue du Piot ; Gendrain, Joseph, cloutier,
27 ans, Hospice.

LIBRAIRIE CATHOLIQUE ET CLASSIQUE.

J.-D. CRAYSSAC

rue de la Mairie, à Cahors.

LE PASSAGE DE L'ÂME

REVENANT AU JOUG SACRÉ DE JÉSUS-CHRIST.

Traduit du latin,

DE P.-L. DE BESOMBES DE ST-GENIÈS

PAR A.-B. PERGOT

chanoine honoraire, curé de Terrasson, membre de l'aca-
démie de Rome, d'ite de la religion catholique et de la
Société historique et archéologique du Périgord.

1 volume in-12, broché. — Prix : 3 fr.

Pour la chronique locale, A. Layton.

Variétés

NOS MAÎTRES AUJOURD'HUI

La discussion qui vient d'avoir lieu à l'Assem-
blée nationale sur la liberté de l'enseignement su-
périeur, a excité dans tout le pays, un grand in-
térêt et une vive émotion. C'est que les esprits
les moins éclairés, comprennent aujourd'hui, com-
bien importe à la prospérité et à la gloire d'un
peuple une bonne éducation. Les hommes distin-
gués de toutes les époques se sont occupés de ces
difficiles questions, et chacun a résolu le problème
à sa manière. L'auteur dont nous allons analyser
l'ouvrage, ne nous apporte point une solution, un
système qui lui soit personnel, mais il expose et
apprécie dans ces nouvelles et intéressantes études
les diverses méthodes qui se sont succédé.

Dans la première partie de ce long et conscien-
cieux travail, nos maîtres hier, M. André nous avait
offert une série d'études, sur les progrès de l'édu-
cation et sur les développements de l'instruction
populaire en France depuis les temps les plus ré-
culés jusqu'à J. J. Rousseau. Nous avons dit à
cette même place, ce que nous pensions de ce livre
et nous demandions à M. André de compléter son
œuvre au plus tôt comme il nous le promettait. Il
vient de tenir sa promesse et nous sommes heureux
de pouvoir annoncer à nos lecteurs la publication
de *Nos maîtres aujourd'hui*.

Dans le tome 1^{er} le seul que nous ayons en ce
moment sous les yeux, l'auteur étudie l'Emile,
ce livre qui fut une véritable révolution et qu'il
considère plutôt comme un traité de morale so-
ciale, que comme un traité d'éducation. Il ana-
lyse avec beaucoup de clarté et un remarquable
talent d'exposition, ce livre si difficile à analyser ;
et montre par des citations irréfutables que la plu-
part des réformes sérieuses proposées par Rousseau
se trouvaient en germe dans les écrits de Mon-
taigne, Condillac, Bonnet et Morelly. On sait
d'ailleurs, que Rousseau, (il l'avoue lui-même dans
ses confessions), valait beaucoup plus comme écri-
vain, comme metteur en œuvre, que comme pen-
seur. M. André est sévère pour l'Emile, et ce n'est
pas sans raison, car le système de Rousseau est
inapplicable et plein de contradictions. A côté de
vérités éloquentement exprimées et de sages con-
seils, ont trouvé place de nombreuses utopies, de
tout point irréalisables. Nous renvoyons pour en
juger nos lecteurs aux chapitres II et III du livre
qui nous occupe.

Après nous avoir entretenus des admirateurs de
Rousseau, d'Helvétius, de Bernardin de St-Pierre,
de madame de Staël, M. André nous parle de l'in-
fluence de l'Emile sur le mouvement des esprits en
Angleterre et en Allemagne. L'Emile est l'étincelle
qui a mis le feu aux poudres. Avant sa publication,
la science pédagogique si, en honneur aujourd'hui
chez nos voisins, n'existait pas au-delà du Rhin.
Mais, à peine était-il connu, qu'une révolution vé-
ritable s'accomplissait, comme si les penseurs
« n'eussent attendu que l'apparition d'une nou-
velle lumière, et les esprits aventureux qu'un
signal, les uns, pour découvrir des vérités, long-
temps demeurées dans l'ombre, les autres, pour
« les soumettre à la grande épreuve de la pratique. »

Alors, apparut Basedow, le fondateur du *Philantro-
pinon* à l'œuvre duquel M. André consacre quel-
ques pages aussi instructives que spirituelles,
Wolke, Campe, Salzmann et l'immortel Pestalozzi,
à qui revient la gloire non pas d'avoir inventé,
mais d'avoir su appliquer la méthode d'intuition.

Avec une remarquable impartialité, M. André
sait louer dans ces hommes et dans ces systèmes
tout ce qui est digne de louanges ; mais il sait
aussi relever avec l'autorité que lui donnent sa
profonde connaissance du sujet et sa longue ex-
périence de professeur et d'administrateur, tout
ce qu'il y a de trop prétentieux ou de trop pé-
dantesque. Il accuse Pestalozzi de ne dresser en
réalité que des tables mnémoriques et de ne re-
connaître, tout en affichant le plus profond mé-
pris pour ce qui ne rentre pas dans sa méthode d'in-
tuituion, d'autre faculté de l'esprit que la mé-
moire ; mais il est loin de nier les grands ser-
vices qu'il a rendus à la cause de l'éducation.

Le livre II est consacré à la question d'éduca-
tion devant les assemblées politiques et à l'uni-
versité.

Les questions les plus importantes y sont sou-
levées. Nous y reviendrons prochainement. Mais
cette rapide et bien sèche analyse suffira déjà, nous
l'espérons, à faire voir combien ce livre est utile
à consulter pour tous les maîtres de la jeunesse
et pour tous ceux qui s'occupent d'éducation.

Dernières nouvelles

Nous recevons une heureuse nouvelle, qui con-
firme l'accord dont nous parlons dans notre pre-
mier article, entre le Maréchal-Président et le
centre droit, au sujet des concessions et des sacri-
fices à faire pour le succès de l'organisation con-
stitutionnelle. M. le maréchal de Mac-Mahon a
pris une résolution qui fait le plus grand honneur
à son patriotisme et à son dévouement.

On sait que le centre droit avait réclamé d'a-
bord pour le président la nomination d'un tiers
des sénateurs. Le centre gauche, d'autre part,
était extrêmement opposé à cette idée. Dans ces
circonstances, la réunion du centre droit de mer-
credi dernier, avait décidé de ne pas persister
dans ces exigences. C'est cette décision que le
Maréchal-Président vient de confirmer. Il a chargé
ses ministres de déclarer à la commission des lois
constitutionnelles qu'il renonçait quant à lui à la
nomination du tiers du Sénat.

Cette noble résolution va rendre l'entente
beaucoup plus facile entre les divers groupes par-
lementaires.

Si le centre gauche, en présence d'une sem-
blable preuve d'abnégation, élevait des exigences
nouvelles et faisait échouer l'entente, il assu-
merait une bien grave responsabilité.

Nous sommes convaincu au surplus que nous
n'avons rien à craindre de semblable et que l'ac-
cord s'établira maintenant, sans difficulté, sur
un projet de Sénat donnant des garanties suffi-
santes aux doctrines conservatrices.

C'est M. le général de Chabaud-Latour qui a
annoncé, jeudi, à la commission des lois con-
stitutionnelles la résolution patriotique du Maré-
chal-Président. Le *Journal des Débats* raconte
ainsi les faits :

M. le général baron de Chabaud-Latour est ar-
rivé à quatre heures et demie au palais de l'Assem-
blée nationale. Il a été immédiatement introduit
dans le sein de la commission. Nous ne pouvons
malheureusement pas reproduire le texte exact des
déclarations de M. le ministre, celui-ci ayant de-
mandé que ce texte ne fût point communiqué à la
presse.

En voici à peu près le sens :

Le gouvernement a appris avec satisfaction qu'il
était intervenu un accord entre les délégués de trois
groupes importants de la Chambre (le centre droit,
le centre gauche et la réunion Lavergne-Wallon) :

Le nombre total des sénateurs serait de 300.

Chaque département en élirait 2. Il y aurait une
majoration pour les départements les plus peuplés.
Ceci donnerait environ 220 sénateurs. Il en reste-
rait donc 80 à nommer. Ceux-ci seraient élus par
l'Assemblée et seraient inamovibles. Par contre, on
restituerait au président de la République le droit
de nommer lui-même les conseillers d'Etat.

Voici des détails publiés par la *France*, sur
le conseil des ministres qui a précédé la déclara-
tion de M. le général de Chabaud-Latour.

Le conseil des ministres s'est réuni jeudi, à une
et demie.

M. le duc Decazes a rendu compte à ses collègues,
ainsi qu'au président de la République, des résolu-
tions prises par les groupes libéraux de l'Assemblée.

M. le maréchal de Mac-Mahon aurait alors dé-
claré que, dès l'instant où il n'existait plus de
dissentiment que sur la nomination des sénateurs
par le chef de l'Etat, il n'entendait pas qu'une
question de prérogative, à lui personnelle, fût un

obstacle à l'accord général. Il a annoncé qu'il était
prêt à faire à cet accord si souhaitable tous les sa-
crifices compatibles avec les grands intérêts conser-
vateurs qu'il a mission de défendre.

Il a en outre prié M. le ministre de l'intérieur
de faire connaître à la commission des Trente qu'il
était décidé à renoncer à son droit de nomination
directe.

M. le général de Chabaud-Latour a immédiate-
ment prévenu par le télégraphe le président de la
commission des Trente de cette détermination, et, à
trois heures, M. le ministre se rendait à Versailles.

Voici le texte du projet de loi sur le Sénat,
tel qu'il ressort des délibérations des trois grou-
pes, et tel que le Maréchal-Président l'a ap-
prouvé :

Article premier.

Le Sénat est composé de trois cents membres ;
Deux cent vingt-cinq élus par les départements
et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assem-
blée nationale.

Art. 2.

Les départements de la Seine et du Nord élisent
chacun cinq sénateurs.

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône ;
Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre séná-
teurs.

Loire-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine,
Seine-et-Marne, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bou-
ches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-
Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Cha-
rente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-
Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges,
Allier, chacun trois sénateurs.

Tous les autres départements, chacun deux séná-
teurs.

L'arrondissement de Belfort, les trois départements
de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique,
de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes fran-
çaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3.

Nul ne peut être sénateur, s'il n'est Français, âgé
de quarante ans au moins et s'il ne jouit de ses
droits civils et politiques.

Art. 4.

Les sénateurs des départements et des colonies
sont élus à la majorité absolue et, quand il y a lieu,
au scrutin de liste, par un collège réuni au chef-lieu
du département ou de la colonie, et composé :

- 1^o Des députés ;
- 2^o Des conseillers généraux ;
- 3^o Des conseillers d'arrondissement ;
- 4^o Des délégués élus un par chaque conseil muni-
cipal, parmi les électeurs de la commune.

Art. 5.

Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus
au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffra-
ges.

Art. 6.

Les sénateurs des départements et des colonies
sont élus pour neuf années et renouvelables par
tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements
seront divisés en trois séries, contenant chacune un
nombre égal de sénateurs ; il sera procédé, par la
voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui
devront être renouvelées à l'expiration de la 1^{re} et de
la 2^e période triennale.

Art. 7.

Les sénateurs élus par l'Assemblée nationale, sont
inamovibles.

En cas de décès, démission ou autre cause, il sera,
dans les deux mois, pourvu au remplacement par
le Sénat lui-même.

Art. 8.

Le Sénat, a, concurremment avec la Chambre des
députés, l'initiative et la confection des lois.

Toutefois, les lois de finances doivent être, en
premier lieu, présentées à la Chambre des députés
et votées par elle.

Art. 9.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice
pour juger, soit le président de la République, soit
les ministres, et pour connaître des attentats com-
mis contre la sûreté de l'Etat.

Art. 10.

Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois
avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour
sa séparation.

Le Sénat entrera en fonctions et se constituera
le jour où l'Assemblée nationale se séparera.

Versailles, 19 janvier, 5 h. 50.

L'intérêt n'est pas dans la séance de l'Assem-
blée nationale, qui a duré une heure environ.
Toutes les conversations roulent sur les incidents
de ces derniers jours.

L'extrême droite, la grande majorité de la
droite modérée et le groupe de l'*Appel au peu-
ple* sont hostiles au projet pour le Sénat.

Il y a également une vive opposition à l'extré-
me gauche. M. Gambetta est plus sage que ses
amis, mais ses amis peuvent l'entraîner dans
leur opposition.

Quant aux républicains appartenant à la

gauche dite *modérée*, ils sont divisés. Ajour-
d'hui-même, dans une réunion qui vient d'avoir
lieu, M. Crévy, ancien président de l'Assemblée
nationale, a combattu le projet avec une grande
énergie. Il a eu pour contradicteur M. Ricard,
appuyé par d'autres orateurs ; mais il est diffi-
cile de savoir de quel côté se trouve la majorité
de la réunion.

Malgré tout cela, on croit que la nécessité de
la situation et la force des choses prévaudront
dans l'Assemblée, et que le projet sur le Sénat
sera voté tel qu'il est présenté par M. Wallon
et accepté par le centre droit et le centre
gauche.

Dépêches Télégraphiques

Service spécial du Journal du Lot.

Versailles, 20 février, 2 h. 55 m. soir.

Les journaux constatent une impression moins
favorable aux idées de conciliation ; néanmoins,
la majorité leur paraît certaine en faveur du pro-
jet Wallon.

Aujourd'hui il n'y a pas de séance.

On croit que la discussion aura lieu mardi
prochain, peut-être même lundi.

Bourse de Paris.

Paris, 20 février 1875.

Rente 3 p. %	64.80
— 4 1/2 p. %	94.50
— 5 p. %	102.45

MÉDECINE PRATIQUE

LE MÉDECIN DANS LA MAISON

Système simple pour reconnaître une maladie quel-
conque ; indication du meilleur traitement à
suivre pour la combattre, par le D^r CON-
STANTIN-GUILLAUME, 1 volume in-12
prix 5 fr. (franco), ANDRÉ SAGNIER, édi-
teur, 9, rue Vivienne, Paris.

Une foule d'ouvrages de médecine circulent dans
le public. La plupart donnent d'excellentes descrip-
tions des maladies diverses qui peuvent affliger l'hu-
manité ; tous offrent à la curiosité une lecture plus
ou moins attrayante, plus ou moins saine.

Dans la pratique, quelle a été, jusqu'à ce jour
l'utilité des ouvrages de ce genre entre les mains
des infortunés malades ? Nulle.

Pourquoi ? Parce que leurs auteurs se sont bor-
nés à la partie descriptive des maladies et à l'énu-
mération des meilleurs remèdes, en négligeant (ce
qui était le point capital) d'indiquer les moyens à
l'aide desquels le malade pouvait arriver lui-même,
sûrement et promptement, à la connaissance de sa
maladie.

Nous offrons à notre tour, un traité qui, comblant
cette lacune, restitue à la vulgarisation de l'art mé-
dical, son caractère essentiellement pratique.

Grâce à notre système, toute personne tant soit
peu lettrée arrivera, après cinq minutes de recher-
ches, à la connaissance d'une maladie quelconque,
et de là à l'indication rationnelle du meilleur trai-
tement à suivre.

Nous n'avons pas la prétention de vouloir rem-
placer l'homme de l'art toujours et partout, mais
plutôt de le suppléer là où il ne se trouve pas,
là où il ne peut arriver en temps utile.

Que de localités dépourvues de médecins !

Que de déplacements fréquents qui dans la vie
active de notre siècle, nous peuvent éloigner nous
et les nôtres de tous soins intelligents ?

Que de cas où il faudrait agir sans retard, et
où un remède simple conjurerait une mort immi-
nente ?

En face d'accidents souvent mortels : apoplexie,
commotion, syncope, asphyxie, etc. ; en présence
des malheureux noyés, pendus, congelés, empoison-
nés, etc., etc., ne restons-nous pas les bras inor-
tes, quand nous ne nous livrons pas à des soins
intempestifs ?

Notre livre est apte à rendre de signalés ser-
vices à toutes les familles.

Il est de l'intérêt bien entendu de chacun de se
le procurer. Mais certaines personnes qui, en rai-
son de leur profession, ou de leur position sociale,
se trouvent en contact habituel avec beaucoup de
monde, et qui ont, par suite, l'occasion fréquente
d'être utiles à leurs semblables, comme par exem-
ple le soldat, le navigateur, le chef d'établissement,
le ministre de la religion, l'instituteur, etc., etc.,
considéreront comme un devoir d'être munies d'un
pareil guide.

Nous dirons plus : toute mère de famille sachant
lire, serait coupable de ne pas l'avoir à sa dispo-
sition ; le pharmacien le consultera avec fruit, et
le médecin lui-même sera bien aise, surtout dans
ses moments de fatigues, de distraction ou de
préoccupations, de l'avoir sous la main pour y
puiser un renseignement utile.

D^r CONSTANTIN-GUILLAUME.

d'un gottfrot agréable, est le meilleur des fortifiants et des reconstituants. Remplace avantageusement la viande crue, les ferrugineux, le quinquina, etc. Il s'adresse à tous les âges, à la première enfance comme à l'extrême vieillesse, aux personnes qui ont de la peine à bien mâcher les aliments. — **Prix : 4 fr. la bouteille.** — **DEPOT CENTRAL à la Pharmacie rue Hoche, 9, à Versailles.** — **Dépôt à Paris (vente en gros), Marchand, 220, rue St-Martin.** — Se vend dans toutes les pharmacies de France et de l'étranger.